

Communes/Gemeenten	Projet/Project	Lieu/Plaats	Enveloppe maximale (en euros)/Maximaal beschikbaar budget (in euro)
Woluwe-Saint-Pierre/Sint-Pieters-Woluwe	Centre Sportif - Sportcity - Aménagement des abords du terrain de Hockey de l'Orée/Sportcentrum - Sportcity - Aanleg van de directe omgeving van het hockeyveld van Orée	Sportcity - Avenue Salomé 2 - Woluwe-Saint-Pierre/Sportcity - Salomélaan 2 - Sint-Pieters-Woluwe	210.000 €
Woluwe-Saint-Pierre/Sint-Pieters-Woluwe	Centre Sportif - Sportcity - Inversion du terrain de Football et création d'un nouveau terrain de Hockey/Sportcentrum - Sportcity - Omvorming van het voetbalveld en aanleg van een nieuw hockeyveld	Sportcity - Avenue Salomé 2 - Woluwe-Saint-Pierre/Salomélaan 2 - Sint-Pieters-Woluwe	2.100.000 €

Art. 3. De Minister bevoegd met Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 december 2023.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

R. VERVOORT,

Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

B. CLERFAYT,

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
belast met Plaatselijke Besturen

Art. 3. Le Ministre chargé des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 décembre 2023.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

R. VERVOORT,

Ministre-Président du Gouvernement de
la Région de Bruxelles-Capitale

B. CLERFAYT,

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargé des Pouvoirs locaux

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2024/000559]

25 MAI 2023. — Décret et ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française modifiant le décret et ordonnance conjoints des 26 avril et 16 mai 2019 relatifs au médiateur bruxellois

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er} — Disposition générale

Article 1^{er}. Le présent décret et ordonnance conjoints règle des matières visées aux articles 39, 127, 128 et 135 de la Constitution, et ce, s'il échet, en application des articles 135bis et 138 de la Constitution.

CHAPITRE 2 — Modifications du décret et ordonnance conjoints des 26 avril et 16 mai 2019 relatifs au médiateur bruxellois

Art. 2. § 1^{er}. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, f), du décret et ordonnance conjoints des 26 avril et 16 mai 2019 relatifs au médiateur bruxellois, sont insérés, entre les mots « des communes » et les mots « du ressort de la Région de Bruxelles-Capitale », les mots « et des centres publics d'action sociale », et le mot « elles » est remplacé par « ils ».

§ 2. L'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, g), du même décret et ordonnance conjoints est remplacé par ce qui suit :

« g) de tout organisme, indépendamment de sa nature et de sa forme juridique,

- qui a été créé pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre que commercial,

et

- qui est doté de la personnalité juridique,

et

- dont l'activité est financée au minimum à 50 % par les autorités ou organismes mentionnés aux a), c), d) et f) ou qui est soumis, en ce qui concerne sa direction, à leur tutelle ou dont l'organe d'administration, de direction ou de tutelle est majoritairement composé de membres désignés par ces autorités ou organismes ; ».

§ 3. L'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, du même décret et ordonnance conjoints, est complété par un h) rédigé comme suit :

« h) des associations formées par une ou plusieurs instances visées aux a), b), c) d), e) et f).

Sans préjudice du principe de l'autonomie communale, les réclamations relatives au fonctionnement des associations formées par les communes du ressort de la Région de Bruxelles-Capitale qui ont déjà institué leur propre médiateur, sont examinées par le médiateur de l'association ou, à défaut, sont examinées par le médiateur communal territorialement compétent. ».

§ 4. L'article 2, alinéa 1^{er}, 4^o, du même décret et ordonnance conjoints, est remplacé par ce qui suit :

« 4^o d'enquêter sur les signalements des membres du personnel qui constatent, dans l'exercice de leur fonction, des atteintes suspectées à l'intégrité, telles que visées au chapitre III du présent décret et ordonnance conjoints, et qui relèvent :

a) des instances visées au 1^o, y compris des communes et des centres publics d'action sociale qui disposent de leur propre médiateur ;

b) du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune et de l'Assemblée de la Commission communautaire française, ci-après dénommés « les assemblées parlementaires ». ».

Art. 3. Dans le chapitre III, qui est réintitulé dans le texte français « Du système de signalement des atteintes suspectées à l'intégrité » du même décret et ordonnance conjoints, est inséré un article 14/1, rédigé comme suit :

« Art. 14/1. Le présent chapitre transpose partiellement la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection de personnes qui signalent des violations du droit de l'Union, en ce qui concerne les organismes du secteur public bruxellois et les services des assemblées parlementaires. ».

Art. 4. L'article 15 du même décret et ordonnance conjoints est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. § 1^{er}. Lorsqu'un membre du personnel d'une instance visée à l'article 2, 1^o, suspecte une atteinte à l'intégrité qu'il souhaite signaler, il bénéficie d'un système de protection et d'enquête, constitué d'une composante interne et externe.

On entend par « membre du personnel » les personnes suivantes :

1^o les travailleurs et les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, exécutent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne, délégués syndicaux inclus ;

2^o toute personne travaillant sous la supervision et la direction de contractants, de

sous-traitants et de fournisseurs pour une instance visée à l'article 2, 1^o, délégués syndicaux inclus ;

3^o les auteurs d'un signalement, lorsqu'ils suspectent une atteinte à l'intégrité par le biais d'informations obtenues dans le cadre d'une relation de travail qui a pris fin depuis lors ou lors du processus de recrutement ou d'autres négociations précontractuelles.

Sont assimilés aux membres du personnel visés à l'alinéa précédent :

1^o les indépendants et

2^o les actionnaires et les membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une instance visée à l'article 2, 1^o, y compris les membres non exécutifs, ainsi que les bénévoles et les stagiaires rémunérés ou non rémunérés.

On entend par « atteinte suspectée à l'intégrité » : un acte ou omission qui est illicite ou qui va à l'encontre de l'objet ou de la finalité de toute norme juridique, à savoir toutes dispositions européennes directement applicables ainsi que les lois, ordonnances, décrets, arrêtés, circulaires, règlements, règles internes et procédures internes, s'imposant au sein des instances visées à l'article 2, 1^o, du décret et ordonnance conjoints, et qui constitue une menace pour l'intérêt général ou une atteinte à celui-ci.

Les atteintes à l'intégrité suivantes sont exclues du champ d'application du présent décret et ordonnance conjoints :

1^o le harcèlement moral, la violence au travail et le harcèlement sexuel au travail à l'égard des personnes visées à l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;

2^o la discrimination, directe ou indirecte, fondée sur l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, les convictions religieuses, philosophiques, politiques ou syndicales, la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique, le sexe, la grossesse, l'accouchement, la maternité, le changement de sexe, la nationalité, une prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance, l'origine nationale, ethnique ou sociale au sens de l'article 4, 6^o et 7^o, de l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise et au sens de l'article 5, 2^o et 3^o, du décret de la Commission communautaire française du 9 juillet 2010 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement.

Une atteinte suspectée à l'intégrité peut être signalée si une personne dispose d'informations, y compris des soupçons raisonnables, concernant des atteintes effectives ou potentielles, qui se sont produites ou sont très susceptibles de se produire au sein d'une instance visée à l'article 2, 1^o, dans laquelle l'auteur du signalement travaille, travaillera dans le futur ou a travaillé ou dans une autre instance avec laquelle l'auteur du signalement est ou a été en contact dans le cadre de son travail, et concernant des tentatives de dissimulation de telles atteintes.

§ 2. Le Gouvernement, le Collège réuni et le Collège de la Commission communautaire française sont chargés d'encourager le signalement par le biais de canaux de signalement interne avant le signalement par le biais de canaux de signalement externe, lorsqu'il est possible de remédier efficacement à la violation en interne et que l'auteur du signalement estime qu'il n'y a pas de risque de représailles.

Le Gouvernement, le Collège réuni et le Collège de la Commission communautaire française déterminent les modalités relatives à la création, à l'organisation et au fonctionnement de la composante interne du système de signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité, chacun pour ce qui concerne ses propres services et ceux des instances visées à l'article 2, 1^o, qui dépendent respectivement du Gouvernement, du Collège réuni et du Collège de la Commission communautaire française. Ils déterminent en particulier les modalités de communication, de traitement, et d'enquête suite à un signalement interne ainsi que les modalités relatives aux responsabilités, aux compétences, aux rôles, aux fonctions et à la sélection de la composante interne du système de signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité.

Dans le cadre de la composante interne, chaque instance visée à l'article 2, 1^o, dispose à tout le moins d'une personne de confiance « d'intégrité » par rôle linguistique, susceptible de recevoir un signalement en interne et/ou de mener l'enquête suite à un signalement interne d'une atteinte suspectée à l'intégrité.

Si l'instance visée à l'article 2, 1^o, est considérée comme unilingue, l'instance dispose à tout le moins d'une personne de confiance « d'intégrité » de langue française ou de langue néerlandaise.

§ 3. Dans le cadre du signalement interne et externe, le droit à l'accès de toute personne concernée par le signalement, visée par le signalement et/ou concernée par le suivi du signalement, peut être limité par le responsable du traitement, conformément à

l'article 38, § 2 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel en vue d'assurer :

1^o l'effectivité de l'enquête, des recherches ou de la procédure judiciaire et

2^o la protection des droits et libertés de la personne ayant effectué le signalement.

Le responsable du traitement informe la personne concernée par écrit, dans les meilleurs délais, de tout refus éventuel ou de toute limitation d'accès éventuelle, ainsi que des motifs du refus ou de la limitation.

Ces informations peuvent ne pas être fournies lorsque leur communication risque de compromettre l'un des objectifs énoncés à l'alinéa précédent.

Le responsable du traitement informe la personne concernée des possibilités d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle compétente ou de former un recours juridictionnel.

Le responsable du traitement consigne les motifs de fait ou de droit sur lesquels se fonde la décision. Ces informations sont mises à la disposition de l'autorité de contrôle compétente.

§ 4. Au sein du service de médiation, il est créé un « point de contact pour les atteintes suspectées à l'intégrité » qui représente la composante externe du système de signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité. Le médiateur bruxellois – par l'intermédiaire de son point de contact pour les atteintes suspectées à l'intégrité – assume le rôle de responsable du traitement de données effectué dans le cadre du suivi des signalements externes.

Ce point de contact doit être indépendant et autonome. Pour ce faire, il répond aux deux conditions suivantes :

- a) il est conçu, établi et géré de manière à garantir l'exhaustivité, l'intégrité et la confidentialité des informations et à empêcher l'accès à ces informations aux membres du personnel non autorisés ;
- b) il permet le stockage durable d'informations conformément à l'article 15/3 afin de permettre que des enquêtes complémentaires soient menées.

Ce point de contact est chargé :

- 1° de la mise à la disposition de toute personne intéressée d'informations relatives aux procédures de signalement ;
- 2° de la réception et du suivi des signalements. Tout membre du personnel d'une instance visée à l'article 2, 1°, peut signaler par écrit ou oralement une atteinte suspectée à l'intégrité. Les personnes chargées du traitement des signalements reçoivent une formation spécifique à cette fin ;
- 3° du maintien du contact avec l'auteur du signalement dans le but de lui fournir un retour d'informations et de lui demander des informations complémentaires si nécessaire. Le point de contact informe notamment l'auteur du signalement des mesures envisagées ou prises pour évaluer l'exactitude des allégations formulées dans le signalement et, le cas échéant, pour remédier à l'atteinte suspectée à l'intégrité signalée. Il lui communique l'éventuelle clôture de la procédure ou les mesures éventuellement entreprises telles qu'une enquête interne préliminaire, une enquête, des poursuites, une action en recouvrement de fonds, ainsi que les motifs qui y ont présidé.

Le point de contact pour les atteintes suspectées à l'intégrité est également chargé :

- 1° d'accuser réception des signalements dans un délai de sept jours à compter de la réception du signalement, sauf demande contraire expresse de l'auteur du signalement ou à moins que l'autorité compétente ait des motifs raisonnables de penser qu'accuser réception du signalement compromettrait la protection de l'identité de son auteur ;
- 2° d'assurer un suivi diligent des signalements ;
- 3° de fournir à l'auteur du signalement un retour d'informations dans un délai raisonnable n'excédant pas trois mois, ou six mois dans des cas dûment justifiés ;
- 4° de communiquer à l'auteur du signalement le résultat final des enquêtes déclenchées par le signalement ;
- 5° de transmettre en temps voulu les informations contenues dans le signalement aux institutions, organes ou organismes belges, selon le cas, en vue d'un complément d'enquête.

Le point de contact, après avoir dûment examiné la question, peut décider qu'une violation signalée est manifestement mineure et ne requiert pas d'autre suivi que la clôture de la procédure. Cela n'affecte pas d'autres obligations ou d'autres procédures applicables visant à remédier à la violation signalée, ni la protection accordée par le présent décret et ordonnance conjoints en ce qui concerne les signalements internes ou externes. En pareil cas, le point de contact notifie à l'auteur du signalement sa décision et les motifs de celle-ci.

Le point de contact peut décider de clore les procédures en ce qui concerne les signalements répétitifs qui ne contiennent aucune nouvelle information significative sur des violations par rapport à un signalement antérieur à propos duquel les procédures concernées ont déjà été clôturées, à moins que de nouveaux éléments juridiques ou factuels ne justifient un suivi différent. En pareil cas, le point de contact notifie à l'auteur du signalement sa décision et les motifs de cette décision.

En cas d'instruction ou d'information judiciaire sur l'irrégularité signalée, l'action du médiateur se limite à un examen sommaire des circonstances qui commandent ou non d'assurer la protection du membre du personnel concerné en vue de prévenir les décisions contradictoires sur le fond.

§ 5. Les membres du personnel chargés du traitement d'un signalement en application des paragraphes 3 et 4 préservent la confidentialité de l'identité de l'auteur du signalement. Sauf consentement exprès de celui-ci, ils s'abstiennent de la révéler à toute personne autre que les membres du personnel autorisés compétents pour recevoir des signalements ou en assurer le suivi.

Ils ne divulguent aucune information qui permettrait directement ou indirectement d'identifier l'auteur du signalement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'identité de l'auteur du signalement ou toute autre information permettant son identification peut être divulguée uniquement lorsqu'il s'agit d'une obligation nécessaire et proportionnée dans le cadre d'une enquête, de poursuites ou d'une procédure judiciaire, notamment en vue de sauvegarder les droits de la défense de la personne concernée par la divulgation. L'auteur du signalement est informé préalablement par écrit de la divulgation de son identité et des motifs qui la justifient, sauf si une telle information risque de compromettre une enquête, des poursuites ou une procédure judiciaire en cours.

§ 6. Le membre du personnel qui signale une atteinte suspectée à l'intégrité est placé, à sa demande, sous la protection du médiateur. Il bénéficie de la protection pour autant qu'il ait eu des motifs raisonnables de croire que les informations signalées étaient véridiques au moment du signalement.

§ 7. Toute autorité qui reçoit un signalement mais qui n'est pas compétente pour traiter l'atteinte à l'intégrité signalée est tenue de transmettre le signalement, dans un délai raisonnable et de manière sécurisée, à l'autorité qui est le cas échéant compétente, si elle est en mesure de déterminer celle-ci sur la base des informations disponibles, et d'informer l'auteur de signalement, sans retard, de cette transmission.

Si l'autorité ayant reçu le signalement sait que d'autres autorités sont également compétentes, les informations contenues dans le signalement sont transmises à ces autres autorités compétentes, dans un délai raisonnable et de manière sécurisée.

Les autorités compétentes n'enfreignent pas leur secret professionnel lorsqu'elles transmettent le signalement à une autorité compétente conformément à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2 de ce paragraphe. ».

Art. 5. Dans le même décret et ordonnance conjoints, il est inséré un article 15/1 rédigé comme suit :

« Art. 15/1. § 1^{er}. Le médiateur bruxellois protège les personnes suivantes de représailles résultant du signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité ou de leur participation à l'enquête qui s'ensuit :

- 1° l'auteur du signalement ;
- 2° les personnes qui aident un auteur de signalement au cours du processus de signalement dans un contexte professionnel et dont l'aide devrait être confidentielle ;
- 3° les tiers qui sont en lien avec les auteurs de signalements et qui risquent de faire l'objet de représailles dans un contexte professionnel, tels que collègues ou des proches des auteurs de signalements ;
- 4° les entités juridiques appartenant aux auteurs de signalements ou pour lesquelles ils travaillent, ou encore avec lesquelles ils sont en lien dans un contexte professionnel.

§ 2. Toute forme de représailles contre les personnes visées à l'article 15/1 § 1^{er}, est interdite, en ce compris les menaces de représailles et tentatives de représailles.

Par représailles, il faut entendre tout acte ou omission direct ou indirect qui intervient dans un contexte professionnel, qui est suscité par un signalement interne ou externe ou une divulgation publique, et qui cause ou peut causer un préjudice injustifié à l'auteur du signalement, en ce compris notamment tout(e)(s) :

- 1° suspension, mise à pied, licenciement ou mesures équivalentes ;
- 2° rétrogradation ou refus de promotion ;
- 3° transfert de fonctions, changement de lieu de travail, réduction de salaire, modification des horaires de travail ;
- 4° suspension de la formation ;
- 5° évaluation de performance ou attestation de travail négative ;
- 6° mesures disciplinaires imposées ou administrées, réprimande ou autre sanction, y compris une sanction financière ;
- 7° coercition, intimidation, harcèlement ou ostracisme ;
- 8° discrimination, traitement désavantageux ou injuste ;
- 9° non-conversion d'un contrat de travail temporaire en un contrat permanent, lorsque le travailleur pouvait légitimement espérer se voir offrir un emploi permanent ;
- 10° non-renouvellement ou résiliation anticipée d'un contrat de travail temporaire ;
- 11° préjudice, y compris les atteintes à la réputation de la personne, en particulier sur les réseaux sociaux, ou pertes financières, y compris la perte d'activité et la perte de revenu ;
- 12° mise sur liste noire sur la base d'un accord formel ou informel à l'échelle sectorielle ou de la branche d'activité, pouvant impliquer que la personne ne trouvera pas d'emploi à l'avenir au niveau du secteur ou de la branche d'activité ;
- 13° résiliation anticipée ou annulation d'un contrat pour la livraison de biens ou des services ;
- 14° annulation d'une licence ou d'un permis ;
- 15° orientation vers un traitement psychiatrique ou médical.

§ 3. Sous réserve de l'établissement par la personne protégée qu'elle a effectué un signalement ou une divulgation publique, si des mesures visées au paragraphe 2 sont prises à l'encontre d'une personne protégée, la charge de la preuve que cette mesure ou menace de mesure est fondée sur des motifs dûment justifiés et découle d'éléments étrangers au fait que le membre du personnel a signalé une atteinte suspectée à l'intégrité ou qu'il a été associé à l'enquête y afférente incombe à l'instance visée à l'article 2, 1°.

§ 4. Le médiateur bruxellois protège les personnes visées au paragraphe 1^{er} contre des représailles découlant d'un signalement public si l'une ou l'autre des conditions suivantes est remplie :

a) la personne qui a fait le signalement a d'abord utilisé la composante interne et la composante externe du système de signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité, ou a utilisé directement la composante externe, mais aucune mesure appropriée n'a été prise en réponse au signalement dans le délai fixé conformément à l'article 15, § 2 et à l'article 15, § 3, alinéa 2 ;

b) la personne qui a fait le signalement a des motifs raisonnables de croire que :

i) l'atteinte suspectée à l'intégrité peut représenter un danger imminent ou manifeste pour l'intérêt général, comme lorsqu'il existe une situation d'urgence ou un risque de préjudice irréversible ; ou

ii) en cas de signalement utilisant la composante externe, il existe un risque de représailles, ou il y a peu de chances qu'il soit véritablement remédié à l'atteinte suspectée à l'intégrité, en raison des circonstances particulières de l'affaire, comme lorsque des preuves peuvent être dissimulées ou détruites ou lorsqu'une institution peut être en collusion avec l'auteur de l'atteinte ou impliquée dans l'atteinte.

L'alinéa précédent ne s'applique pas aux cas dans lesquels une personne révèle directement des informations à la presse en vertu de dispositions spécifiques établissant un système de protection relatif à la liberté d'expression et d'information.

§ 5. Les personnes qui ont signalé publiquement des informations sur des violations de manière anonyme, mais qui sont identifiées par la suite et font l'objet de représailles, bénéficient néanmoins de la protection prévue à l'article 15, pour autant qu'elles répondent aux conditions prévues au paragraphe 4.

§ 6. Par divulgation publique, il faut entendre la mise à disposition dans la sphère publique d'informations sur des violations.

§ 7. Le Gouvernement, le Collège réuni et le Collège de la Commission communautaire française, chacun pour ce qui le concerne, déterminent les mesures de protection qui prévoient au moins celles prescrites au présent article. ».

Art. 6. Dans le même décret et ordonnance conjoints, il est inséré un article 15/2, rédigé comme suit :

« Art. 15/2. § 1^{er}. Un membre du personnel peut faire l'objet d'une procédure disciplinaire en cas de constat que :

1° le membre du personnel a délibérément fait un signalement de l'atteinte suspectée à l'intégrité faussé et non conforme à la réalité ;

2° le membre du personnel associé à l'enquête a délibérément fourni des informations fausses, non conformes à la réalité ou incomplètes aux personnes chargées de l'enquête ;

3° le membre du personnel a délibérément agi ou pris des décisions dans le seul but d'entraver un signalement ou d'obstruer, de compliquer et/ou de clôturer l'enquête ou d'inciter une personne à agir de la sorte ;

4° le membre du personnel a manqué à son devoir de préserver la confidentialité de l'identité de l'auteur d'un signalement ;

5° le membre du personnel a exercé une quelconque tentative, menace ou forme de représailles à l'encontre de l'auteur d'un signalement ou d'une personne protégée conformément à l'article 15/1, § 1^{er} ;

6° le membre du personnel a intenté des procédures abusives à l'encontre de l'auteur d'un signalement ou d'une personne protégée conformément à l'article 15/1, § 1^{er}.

§ 2. Sont punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 600 à 6.000 euros ou d'une de ces peines seulement l'organisme du secteur public bruxellois, les membres de son personnel, ainsi que toute personne physique ou morale qui :

a) entrave ou tente d'entraver le signalement ;

b) exerce des représailles contre les personnes visées à l'article 15/1, § 1^{er} ;

c) intente des procédures abusives contre les personnes visées à l'article 15/1, § 1^{er} ;

d) manque à l'obligation de préserver la confidentialité de l'identité des auteurs de signalement, telle qu'elle est visée à l'article 15, § 5.

Sans préjudice d'autres mesures prévues par le présent décret et ordonnance conjoints ou par d'autres dispositions légales ou réglementaires, sont punis conformément

aux articles 443 à 450 du Code pénal les auteurs de signalements lorsqu'il est établi qu'ils ont sciemment signalé ou divulgué publiquement de fausses informations.

Les personnes victimes de dommages résultant de ces signalements ou divulgations publiques ont droit à des mesures d'indemnisation conformément à la responsabilité contractuelle ou extracontractuelle.

§ 3. Lorsque des membres du personnel signalent des informations sur une atteinte suspectée à l'intégrité, ils ne sont pas considérés comme ayant enfreint leur devoir de réserve ou toute autre restriction à la divulgation d'informations et n'encourent aucune responsabilité d'aucune sorte concernant ce signalement, pour autant qu'ils aient eu des motifs raisonnables de croire que le signalement était nécessaire pour révéler une atteinte suspectée à l'intégrité.

Les auteurs du signalement n'encourent aucune responsabilité en ce qui concerne l'obtention des informations qui sont signalées, ou l'accès à ces informations, à condition que cette obtention ou cet accès ne constitue pas en elle-même ou en lui-même une infraction pénale. ».

Art. 7. Dans le même décret et ordonnance conjoints, il est inséré un article 15/3, rédigé comme suit :

« Art. 15/3. § 1^{er}. Les instances visées à l'article 2, 1°, et le point de contact pour les atteintes suspectées à l'intégrité tiennent un registre de tous les signalements reçus, accessible uniquement aux membres du personnel autorisés compétents pour recevoir des signalements ou en assurer le suivi. Le délai d'archivage des signalements est de 10 ans après la fin de la procédure de signalement.

§ 2. Lorsqu'une ligne téléphonique enregistrée ou un autre système de messagerie vocale enregistré est utilisé pour le signalement, avec le consentement de l'auteur du signalement, les instances visées à l'article 2, 1°, et le point de contact pour les atteintes suspectées à l'intégrité ont le droit de consigner le signalement oral sous l'une des formes suivantes :

1° en effectuant un enregistrement de la conversation sous une forme durable et récupérable ;

2° par une transcription complète et précise de la conversation, établie par le membre du personnel chargé de traiter le signalement.

Les instances visées à l'article 2, 1°, et le point de contact pour les atteintes suspectées à l'intégrité donnent à l'auteur du signalement la possibilité de vérifier, de rectifier et d'approuver la transcription de l'appel par l'apposition de sa signature.

§ 3. Lorsqu'une ligne téléphonique non enregistrée ou un autre système de messagerie vocale non enregistré est utilisé pour le signalement, les instances visées à l'article 2, 1°, et le point de contact pour les atteintes suspectées à l'intégrité ont le droit de consigner le signalement oral sous la forme d'un rapport détaillé de la conversation établi par le membre du personnel chargé de traiter le signalement. Les instances visées à l'article 2, 1°, et le point de contact pour les atteintes suspectées à l'intégrité donnent à l'auteur du signalement la possibilité de vérifier, de rectifier et d'approuver le rapport de la conversation par l'apposition de sa signature.

§ 4. Lorsque l'auteur d'un signalement requiert un entretien avec les personnes chargées de recevoir le signalement au sein des instances visées à l'article 2, 1°, ou du point de contact pour les atteintes suspectées à l'intégrité, celles-ci veillent, avec le consentement de l'auteur du signalement, à ce que qu'un rapport complet et détaillé de l'entretien soit conservé sous une forme durable et récupérable.

Les instances visées à l'article 2, 1°, et le point de contact pour les atteintes suspectées à l'intégrité ont le droit de consigner l'entretien sous l'une des formes suivantes :

1° en effectuant un enregistrement de la conversation sous une forme durable et récupérable ;

2° par un rapport détaillé de l'entretien établi par les membres du personnel chargés du traitement du signalement.

Les instances visées à l'article 2, 1°, et le point de contact pour les atteintes suspectées à l'intégrité donnent à l'auteur du signalement la possibilité de vérifier, de rectifier et d'approuver le rapport écrit de l'entretien par l'apposition de sa signature. ».

Art. 8. Dans le même décret et ordonnance conjoints, il est inséré un article 15/4, rédigé comme suit :

« Art. 15/4. § 1^{er}. Les instances visées à l'article 2, 1^o, et le service de médiation bruxellois publient respectivement sur leur site internet, dans une section distincte, aisément identifiable et accessible, au moins les informations suivantes :

1^o les conditions pour bénéficier de la protection du médiateur bruxellois ;

2^o les coordonnées du point de contact pour les atteintes suspectées à l'intégrité, en particulier les adresses électroniques et postales et les numéros de téléphone auxquels il est joignable, ainsi que des indications concernant l'enregistrement éventuel des conversations téléphoniques ;

3^o les procédures applicables au signalement d'atteintes suspectées à l'intégrité, y compris les demandes éventuellement adressées à l'auteur de signalement visant à clarifier les informations signalées ou à fournir des informations supplémentaires, le délai pour fournir un retour d'informations, ainsi que le type de retour d'informations et son contenu ;

4^o le régime de confidentialité applicable aux signalements, en particulier les informations relatives au traitement des données à caractère personnel ;

5^o la nature du suivi à assurer en ce qui concerne les signalements ;

6^o les recours et les procédures relatives à la protection contre toutes représailles et la possibilité pour les personnes qui envisagent d'effectuer un signalement de recevoir des conseils de manière confidentielle ;

7^o une notice expliquant clairement les conditions dans lesquelles les auteurs de signalement sont protégés contre toute responsabilité en cas de violation des règles de confidentialité, conformément à l'article 15/2, § 2.

§ 2. Les personnes visées à l'article 15/1, § 1^{er}, bénéficient, s'il y a lieu, de mesures de soutien et notamment :

1^o des informations et des conseils complets et indépendants, qui sont facilement accessibles au public et gratuits, sur les procédures et les recours disponibles, sur la protection contre les représailles, ainsi que sur les droits de la personne concernée, y compris ses droits au niveau de la protection des données à caractère personnel ; l'auteur du signalement doit également être informé qu'il peut bénéficier des mesures de protection prévues par cette loi ;

2^o des conseils techniques devant toute autorité qui est associée à la protection de l'auteur de signalement ;

3^o d'une assistance juridique dans le cadre des procédures pénales et civiles transfrontières conformément à la directive (UE) 2016/1919 et à la directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil et d'une assistance juridique dans le cadre d'autres procédures ainsi que des conseils juridiques ou de toute autre assistance juridique, conformément aux dispositions relatives à l'aide juridique de deuxième ligne et à l'assistance judiciaire. ».

Art. 9. Dans le même décret et ordonnance conjoints, il est inséré un article 15/5, rédigé comme suit :

« Article 15/5. - Les articles 15 à 15/4 sont applicables aux membres du personnel des assemblées parlementaires, à l'exception de :

- l'article 15, § 1^{er}, alinéa 4 ;

- l'article 15, § 2, alinéas 1^{er} et 2 ;

- l'article 15/1, § 7.

Pour l'application du présent article, il convient de lire, aux dispositions visées à l'alinéa 1^{er}, au lieu de « instances visées à l'article 2, 1^o », « assemblées parlementaires ».

Pour ces instances, il faut entendre par « atteinte suspectée à l'intégrité » : un acte ou omission qui est illicite ou qui va à l'encontre de l'objet ou de la finalité des dispositions européennes directement applicables ainsi qu'aux lois, ordonnances, décrets, arrêtés et règlements qui leur sont applicables, constituant une menace pour l'intérêt général ou une atteinte à celui-ci.

Les assemblées parlementaires sont chargées d'encourager le signalement par le biais de canaux de signalement interne avant le signalement par le biais de canaux de signalement externe, lorsqu'il est possible de remédier efficacement à la violation en interne et que l'auteur du signalement estime qu'il n'y a pas de risque de représailles.

Les assemblées parlementaires déterminent les modalités relatives à la création, à l'organisation et au fonctionnement de la composante interne du système de signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité, chacune pour ce qui concerne ses propres services.

Elles déterminent en particulier les modalités de communication, de traitement, et d'enquête suite à un signalement interne ainsi que les modalités relatives aux responsabilités, aux compétences, aux rôles, aux fonctions et à la sélection de la composante interne du système de signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité.

Les assemblées parlementaires, chacune pour ce qui la concerne, déterminent les mesures de protection qui prévoient au moins celles prescrites à l'article 15/1. ».

Art. 10. L'article 16, alinéa 1^{er}, du même décret et ordonnance conjoints est complété par la disposition suivante :

« Le rapport d'activités du médiateur doit contenir au minimum une fois tous les trois ans une évaluation des procédures de signalement interne et externe, sur la base des informations recueillies auprès des personnes chargées de recevoir et d'assurer le suivi des signalements. ».

Art. 11. Le présent décret et ordonnance conjoints entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 mai 2023.

La Ministre-Présidente du Collège,
en charge de la Promotion de la Santé, des Familles, du Budget et de la Fonction publique,
B. TRACHTE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/000559]

25 MEI 2023. — Gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 26 april en 16 mei 2019 met betrekking tot de Brusselse ombudsman

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, de Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. In dit gezamenlijk decreet en ordonnantie worden aangelegenheden geregeld als bedoeld in de artikelen 39, 127, 128 en 135 van de Grondwet, en zulks in voorkomend geval met toepassing van de artikelen 135bis en 138 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen van het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 26 april en 16 mei 2019 met betrekking tot de Brusselse ombudsman

Art. 2. § 1. In artikel 2, eerste lid, 1^o, *f*), van het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 26 april en 16 mei 2019 met betrekking tot de Brusselse ombudsman worden tussen het woord "gemeenten" en de woorden "die tot het ambtsgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren", de woorden "en openbare centra voor maatschappelijk welzijn" ingevoegd.

§ 2. Artikel 2, eerste lid, 1^o, *g*), van hetzelfde gezamenlijk decreet en ordonnantie wordt als volgt vervangen:

"g) elke instelling, ongeacht haar aard en rechtsvorm,

- die specifiek is opgericht om te voorzien in behoeften van algemeen belang die niet van commerciële aard zijn; en

- die rechtspersoonlijkheid heeft; en

- waarvan de activiteiten voor ten minste 50% worden gefinancierd door de onder *a*), *c*), *d*) en *f*) bedoelde overheden of instellingen, of die onderworpen is, wat de leiding ervan betreft, aan hun toezicht of waarvan het bestuurs-, leidend of toezichthoudend orgaan voor de meerderheid is samengesteld uit leden die door die overheden of instellingen zijn aangewezen;"

§ 3. Artikel 2, eerste lid, 1^o, van hetzelfde gezamenlijk decreet en ordonnantie wordt aangevuld met een *h*) die als volgt luidt:

"h) verenigingen bestaande uit een of meer instellingen als bedoeld in *a*), *b*), *c*), *d*), *e*) en *f*).

Zonder afbreuk te doen aan het principe van de gemeentelijke autonomie zullen de klachten die betrekking hebben op de werking van de verenigingen gevormd door de gemeenten die tot het ambtsgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en die al hun eigen ombudsman hebben aangesteld, worden onderzocht door de ombudsman van de vereniging of, bij gebreke daarvan, door de territoriaal bevoegde gemeentelijke ombudsman."

§ 4. Artikel 2, eerste lid, 4^o, van hetzelfde gezamenlijk decreet en ordonnantie wordt als volgt vervangen:

"4^o een onderzoek te voeren naar de meldingen van personeelsleden die bij de uitoefening van hun functie veronderstelde integriteitsschendingen als bedoeld in hoofdstuk III van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie vaststellen en die ressorteren onder:

a) de in punt 1^o bedoelde instellingen, met inbegrip van de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die over een eigen ombudsman beschikken;

b) het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie, hierna "de parlementaire assemblees" genoemd."

Art. 3. In hoofdstuk III, dat in de Franse tekst het nieuwe opschrift krijgt "Du système de signalement des atteintes suspectées à l'intégrité" (Systeem voor de melding van veronderstelde integriteitsschendingen) van hetzelfde gezamenlijk decreet en ordonnantie wordt een artikel 14/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 14/1. Dit hoofdstuk voorziet in de gedeeltelijke omzetting van de richtlijn (EU) 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden, met betrekking tot de instellingen van de Brusselse openbare sector en de diensten van de parlementaire assemblees."

Art. 4. Artikel 15 van hetzelfde gezamenlijk decreet en ordonnantie wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 15. § 1. Wanneer een personeelslid van een instelling bedoeld in artikel 2, 1^o, een integriteitsschending vermoedt en dat wenst te melden, geniet hij een beschermings- en onderzoeksregeling die uit een interne en een externe component bestaat.

Onder "personeelslid" worden de volgende personen begrepen:

1^o werknemers en personen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten onder het gezag van een ander persoon, met inbegrip van de vakbondsafgevaardigden;

2^o iedere persoon die werkt onder toezicht en leiding van aannemers, onderaannemers en leveranciers voor een instelling bedoeld in artikel 2, 1^o, met inbegrip van de vakbondsafgevaardigden;

3^o auteurs van een melding, wanneer zij een integriteitsschending vermoeden via informatie verkregen binnen een inmiddels beëindigde werkrelatie of tijdens de aanwervingsprocedure of andere precontractuele onderhandelingen.

Worden gelijkgesteld met personeelsleden bedoeld in het vorige lid:

1^o zelfstandigen; en

2^o aandeelhouders en personen die behoren tot het bestuurlijk, leidinggevend of toezichthoudend orgaan van een instelling bedoeld in artikel 2, 1^o, met inbegrip van niet bij het dagelijks bestuur betrokken leden, alsook vrijwilligers en bezoldigde of onbezoldigde stagiairs.

Onder "veronderstelde integriteitsschending" wordt verstaan: een handeling of nalatigheid die onrechtmatig is of die indruist tegen het doel of de finaliteit van om het even welke rechtsnorm, namelijk alle rechtstreeks toepasselijke Europese bepalingen evenals de wetten, ordonnanties, decreten, besluiten, omzendbrieven, verordeningen, interne

regels en interne procedures die gelden binnen de in artikel 2, 1°, van het gezamenlijk decreet en ordonnantie bedoelde instellingen, en die een bedreiging voor of een schending van het algemeen belang vormt.

De volgende integriteitsschendingen zijn uitgesloten van het toepassingsgebied van dit gezamenlijk decreet en ordonnantie:

1° pesterijen, geweld op het werk en ongewenst seksueel gedrag op het werk ten aanzien van de personen bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

2° discriminatie, rechtstreekse of onrechtstreekse, op grond van leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, geloof, levensbeschouwing, politieke overtuiging, syndicale overtuiging, taal, de huidige of toekomstige gezondheidstoestand, een handicap, een fysieke of genetische eigenschap, geslacht, zwangerschap, bevalling, moederschap, geslachtsverandering, nationaliteit, een zogenaamd ras, huidskleur, afkomst, nationale of etnische afstamming of sociale afkomst als bedoeld in artikel 4, 6° en 7°, van de ordonnantie van 4 september 2008 ter bevordering van diversiteit en ter bestrijding van discriminatie in het Brussels Gewestelijk openbaar ambt en als bedoeld in artikel 5, 2° en 3°, van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 9 juli 2010 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en de toepassing van het beginsel van gelijke behandeling.

Een veronderstelde integriteitsschending kan worden gemeld indien een persoon over informatie beschikt, met inbegrip van redelijke vermoedens, over feitelijke of mogelijke schendingen, die hebben plaatsgevonden of zeer waarschijnlijk zullen plaatsvinden binnen een instelling bedoeld in artikel 2, 1°, waarin de auteur van de melding werkt, zal werken in de toekomst of heeft gewerkt, of binnen een andere instelling waarmee de auteur van de melding uit hoofde van zijn werk in contact is geweest, alsmede over pogingen tot verhulling van dergelijke schendingen.

§ 2. De Regering, het Verenigd College en het College van de Franse Gemeenschapscommissie zijn verantwoordelijk voor het aanmoedigen van het melden via interne meldingskanalen vóór het melden via externe meldingskanalen wanneer het mogelijk is de schending doeltreffend intern te verhelpen en de auteur van de melding meent dat er geen risico op represailles is.

De Regering, het Verenigd College en het College van de Franse Gemeenschapscommissie bepalen de modaliteiten betreffende de oprichting, de organisatie en de werking van de interne component van het systeem voor het melden van veronderstelde integriteitsschendingen, elk voor zijn eigen diensten en die van de in artikel 2, 1°, bedoelde instellingen, die respectievelijk van de Regering, het Verenigd College en het College van de Franse Gemeenschapscommissie afhangen. Ze bepalen inzonderheid de modaliteiten voor de mededeling, de behandeling en het onderzoek na een interne melding, alsook de modaliteiten betreffende de verantwoordelijkheden, de bevoegdheden, de rollen, de functies en de selectie van de interne component van het systeem voor het melden van veronderstelde integriteitsschendingen.

In het kader van de interne component beschikt iedere instelling waarvan sprake in artikel 2, 1°, per taalrol ten minste over één vertrouwenspersoon "integriteit" die een interne melding kan ontvangen en/of een onderzoek kan voeren naar aanleiding van een interne melding van een veronderstelde integriteitsschending.

Indien de instelling waarvan sprake in artikel 2, 1°, als eentalig wordt beschouwd, beschikt de instelling ten minste over één Nederlandstalige of Franstalige vertrouwenspersoon "integriteit".

§ 3. In het kader van de interne en externe melding kan het recht op toegang van elke persoon die betrokken is bij de melding, die het doelwit is van de melding en/of die betrokken wordt door de follow-up van de melding, worden beperkt door de verantwoordelijke voor de verwerking, overeenkomstig artikel 38, § 2, van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, teneinde:

- 1° de doelmatigheid van het onderzoek, de opsporing of de gerechtelijke procedure te waarborgen; en
- 2° de rechten en vrijheden van de auteur van de melding te beschermen.

De verantwoordelijke voor de verwerking stelt de betrokkene zo spoedig mogelijk schriftelijk in kennis van elke weigering of beperking van de toegang en van de redenen voor de weigering of beperking.

Deze informatie kan worden achtergehouden indien het meedelen ervan een van de in het vorige lid genoemde doeleinden in gevaar zou brengen.

De verantwoordelijke voor de verwerking licht de betrokkene in over de mogelijkheden om een klacht in te dienen bij de bevoegde toezichthoudende autoriteit of om beroep in rechte in te stellen.

De verantwoordelijke voor de verwerking registreert de feitelijke of juridische gronden waarop de beslissing is gebaseerd. Deze informatie wordt ter beschikking gesteld van de bevoegde toezichthoudende autoriteit.

§ 4. Binnen de ombudsdienst wordt een "meldpunt voor veronderstelde integriteitsschendingen" opgericht dat de externe component van het systeem voor het melden van veronderstelde integriteitsschendingen vormt. De Brusselse ombudsman neemt, via zijn meldpunt voor veronderstelde integriteitsschendingen, de rol van verantwoordelijke voor de gegevensverwerking op zich in het kader van de follow-up van externe meldingen.

Dit meldpunt moet onafhankelijk en autonoom zijn. Daartoe voldoet het aan de volgende twee voorwaarden:

a) het wordt zodanig opgevat, opgezet en beheerd dat de volledigheid, de integriteit en de vertrouwelijkheid van de informatie worden gewaarborgd en dat de toegang van onbevoegde personeelsleden tot die informatie wordt voorkomen;

b) het maakt de permanente opslag van informatie overeenkomstig artikel 15/3 mogelijk, zodat bijkomend onderzoek kan worden verricht.

Dit meldpunt wordt belast met:

1° het ter beschikking stellen van informatie over de meldingsprocedures aan iedere geïnteresseerde;

2° de ontvangst en de follow-up van de meldingen. Elk personeelslid van een instelling waarvan sprake in artikel 2, 1°, kan schriftelijk of mondeling een veronderstelde integriteitsschending melden. De personen verantwoordelijk voor het behandelen van meldingen worden daarvoor specifiek opgeleid;

3° het onderhouden van contact met de auteur van de melding om hem feedback te geven en indien nodig om nadere informatie te verzoeken. Het meldpunt informeert de auteur van de melding met name over de overwogen of reeds genomen maatregelen om de juistheid van de in de melding geformuleerde beweringen na te gaan en de gemelde veronderstelde integriteitsschending desgevallend aan te pakken. De auteur van de melding wordt in kennis gesteld van de eventuele beëindiging van de procedure of van eventuele maatregelen die zijn genomen, zoals een intern vooronderzoek, een onderzoek, vervolging, een terugvordering van middelen, alsook van de motieven daartoe.

Het meldpunt voor veronderstelde integriteitsschendingen is ook belast met:

1° het bevestigen van de ontvangst van meldingen binnen zeven dagen na ontvangst ervan, tenzij de auteur van de melding uitdrukkelijk anders verzoekt of tenzij de bevoegde autoriteit redelijke gronden heeft om aan te nemen dat het bevestigen van de ontvangst van de melding de bescherming van de identiteit van de auteur ervan in gevaar zou brengen;

2° de zorgvuldige follow-up van meldingen;

3° feedback aan de auteur van de melding binnen een redelijke termijn van ten hoogste drie maanden, of zes maanden in naar behoren gerechtvaardigde gevallen;

4° het meedelen, aan de auteur van de melding, van het eindresultaat van het onderzoek dat naar aanleiding van de melding is ingesteld;

5° het te gelegener tijd overdragen van de in de melding vervatte informatie aan de Belgische instanties, organen of instellingen, naar gelang van het geval, voor verder onderzoek.

Het meldpunt kan na een behoorlijk onderzoek besluiten dat een gemelde schending duidelijk van geringe betekenis is en geen verdere follow-up behoeft, afgezien van het afsluiten van de procedure. Dat doet geen afbreuk aan andere toepasselijke verplichtingen of procedures die gericht zijn op het verhelpen van de gemelde schending, en evenmin aan de bescherming die voorliggend gezamenlijk decreet en ordonnantie biedt met betrekking tot interne of externe meldingen. In een dergelijk geval stelt het meldpunt de auteur van de melding in kennis van zijn beslissing en van de redenen daarvoor.

Het meldpunt kan beslissen de procedures af te sluiten met betrekking tot herhaalde meldingen die geen significante nieuwe informatie over schendingen bevatten in vergelijking met een eerdere melding waarvoor de betrokken procedures reeds zijn afgesloten, tenzij nieuwe juridische of feitelijke elementen een andere follow-up rechtvaardigen. In een dergelijk geval stelt het meldpunt de auteur van de melding in kennis van zijn beslissing en van de redenen daarvoor.

In geval van gerechtelijk onderzoek of opsporingsonderzoek naar de gemelde onregelmatigheid is het optreden van de ombudsman beperkt tot een summier onderzoek van de omstandigheden die al dan niet de bescherming van het betrokken personeelslid vereisen, teneinde tegenstrijdige beslissingen ten gronde te vermijden.

§ 5. De personeelsleden die belast zijn met het behandelen van de melding overeenkomstig paragrafen 3 en 4, houden de identiteit van de auteur van de melding vertrouwelijk. Zonder de uitdrukkelijke toestemming van de auteur van de melding maken ze deze niet bekend aan andere personen dan de gemachtigde personeelsleden die bevoegd zijn voor de ontvangst of de follow-up van meldingen.

Zij verspreiden geen informatie die rechtstreeks of onrechtstreeks de identificatie van de auteur van de melding mogelijk zou maken.

In afwijking van het eerste lid mogen de identiteit van de auteur van de melding of andere informatie aan de hand waarvan de identiteit kan worden achterhaald, uitsluitend worden bekendgemaakt wanneer het gaat om een noodzakelijke en evenredige verplichting in het kader van een onderzoek, vervolging of gerechtelijke procedure, meer bepaald om de rechten van verdediging van de gesignaleerde persoon te vrijwaren. De auteur van de melding wordt vooraf schriftelijk in kennis gesteld van de bekendmaking van zijn identiteit en van de redenen daarvoor, tenzij dergelijke informatie een lopend onderzoek, vervolging of gerechtelijke procedure in het gedrang zou kunnen brengen.

§ 6. Het personeelslid dat een veronderstelde integriteitsschending meldt, wordt op zijn verzoek onder bescherming van de ombudsman geplaatst. Hij geniet de bescherming mits hij redelijke gronden had om aan te nemen dat de gemelde informatie waarachtig was op het moment van de melding.

§ 7. Elke autoriteit die een melding ontvangt maar niet bevoegd is om de gemelde integriteitsschending te behandelen, moet de melding binnen een redelijke termijn en op veilige wijze overdragen aan de desgevallend bevoegde autoriteit, indien zij deze op grond van de beschikbare informatie kan bepalen, en de auteur van de melding onverwijld over die overdracht informeren.

Indien de autoriteit die de melding heeft ontvangen weet dat ook andere autoriteiten bevoegd zijn, wordt de informatie in de melding binnen een redelijke termijn en op veilige wijze overgedragen aan die andere bevoegde autoriteiten.

De bevoegde autoriteiten plegen geen inbreuk op hun beroepsgeheim indien zij de melding overdragen aan de bevoegde autoriteit overeenkomstig het eerste of tweede lid van deze paragraaf.”.

Art. 5. In hetzelfde gezamenlijk decreet en ordonnantie wordt een artikel 15/1 ingevoegd dat als volgt luidt:

”Art. 15/1. § 1. De Brusselse ombudsman beschermt de volgende personen tegen represailles die voortvloeiend uit de melding van een veronderstelde integriteitsschending of uit hun deelname aan het daarop volgend onderzoek:

1° de auteur van de melding;

2° de personen die een auteur van een melding bijstaan in het meldingsproces in een professionele context en wier bijstand vertrouwelijk zou moeten zijn;

3° de derden die een band hebben met de auteurs van meldingen en die het slachtoffer kunnen worden van represailles in een professionele context, zoals collega's of verwanten van de auteurs van meldingen;

4° de juridische entiteiten die eigendom zijn van de auteurs van meldingen of waarvoor de auteurs van meldingen werken of waarmee de zij anderszins een band hebben in een professionele context.

§ 2. Elke vorm van represailles tegen de in artikel 15/1, § 1, bedoelde personen is verboden, met inbegrip van het dreigen met represailles en pogingen om represailles te nemen.

Onder represailles dient men te verstaan: elke directe of indirecte handeling of nalatigheid in een beroepscontext naar aanleiding van een interne of externe melding of openbaarmaking, waardoor de persoon die de melding doet ongerechtvaardigde schade lijdt of kan lijden, meer bepaald met inbegrip van met name:

- 1° schorsing, tijdelijke buitendienststelling, ontslag of soortgelijke maatregelen;
- 2° degradatie of weigering van bevordering;
- 3° overdracht van functies, verandering van werkplek, loonsverlaging, verandering van de werktijden;
- 4° opschorting van opleiding;
- 5° een negatieve prestatiebeoordeling of arbeidsreferentie;
- 6° opgelegde of toegepaste tuchtmaatregelen, berisping of andere sanctie, zoals een financiële sanctie;
- 7° dwang, intimidatie, pesterij of uitsluiting;
- 8° discriminatie, nadelige of onrechtvaardige behandeling;
- 9° niet-omzetting van een tijdelijke arbeidsovereenkomst in een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur, in het geval de werknemer de gerechtvaardigde verwachting had dat hem een dienstverband voor onbepaalde duur zou worden aangeboden;
- 10° niet-verlenging of vroegtijdige beëindiging van een tijdelijke arbeidsovereenkomst;
- 11° schade, met inbegrip van reputatieschade, met name op sociale media, of financieel verlies, met inbegrip van omzetzendering en inkomstendering;
- 12° opname op een zwarte lijst op basis van een informele of formele overeenkomst voor een hele sector of bedrijfstak, waardoor de auteur van de melding geen werk meer kan vinden in die sector of bedrijfstak;
- 13° vroegtijdige beëindiging of opzegging van een contract voor de levering van goederen of diensten;
- 14° intrekking van een licentie of vergunning;
- 15° verwijzing naar een psychiatrische of medische behandeling.

§ 3. Op voorwaarde dat de beschermde persoon aantoonbaar is dat hij een melding of een openbaarmaking heeft gedaan, ligt, indien maatregelen als bedoeld in paragraaf 2 worden genomen tegen een beschermde persoon, de bewijslast dat die maatregel of dreiging met een maatregel gebaseerd is op naar behoren gerechtvaardigde gronden en voortvloeit uit elementen die geen verband houden met het feit dat het personeelslid een veronderstelde integriteitsschending heeft gemeld of betrokken is geweest bij het onderzoek ervan, bij de instelling bedoeld in artikel 2, 1°.

§ 4. De Brusselse ombudsman beschermt de personen bedoeld in paragraaf 1 tegen represailles die voortvloeien uit een openbaarmaking indien is voldaan aan een van de volgende voorwaarden:

- a) de persoon die de melding heeft gedaan, heeft eerst gebruik gemaakt van de interne component en van de externe component van het systeem van veronderstelde integriteitsschendingen, of heeft rechtstreeks de externe component gebruikt, maar er zijn naar aanleiding van die melding geen passende maatregelen genomen binnen de overeenkomstig artikel 15, § 2, en artikel 15, § 3, tweede lid, vastgelegde termijn;
- b) de persoon die de melding heeft gedaan, heeft redelijke gronden om aan te nemen:
 - i) dat de veronderstelde integriteitsschending een dreigend of duidelijk gevaar kan zijn voor het algemeen belang, bijvoorbeeld wanneer er sprake is van een noodsituatie of een risico van onherstelbare schade; of
 - ii) dat er bij een melding via de externe component een risico van represailles, of dat er weinig kans bestaat dat de veronderstelde integriteitsschending werkelijk wordt verholpen, wegens de bijzondere omstandigheden van de zaak, bijvoorbeeld wanneer bewijsmateriaal kan worden achtergehouden of vernietigd, of wanneer een instelling kan samenspannen met de pleger van de inbreuk of zelf bij de inbreuk betrokken is.

Het vorige lid is niet van toepassing op gevallen waarin een persoon rechtstreeks informatie aan de pers verstrekt krachtens specifieke bepalingen tot instelling van een stelsel voor de bescherming van de vrijheid van meningsuiting en informatie.

§ 5. Personen die in het openbaar en anoniem melding hebben gemaakt van schendingen, maar vervolgens worden geïdentificeerd en aan represailles worden onderworpen, genieten niettemin de bescherming waarin artikel 15 voorziet, mits zij voldoen aan de voorwaarden van paragraaf 4.

§ 6. Onder openbaarmaking dient men te verstaan: het beschikbaar stellen van informatie over schendingen in de publieke sfeer.

§ 7. De Regering, het Verenigd College en het College van de Franse Gemeenschapscommissie, elk voor wat hem of haar betreft, bepalen de beschermingsmaatregelen die ten minste voorzien in degene die in dit artikel zijn voorgeschreven.”.

Art. 6. In hetzelfde gezamenlijk decreet en ordonnantie wordt een artikel 15/2 ingevoegd dat als volgt luidt:

”Art. 15/2. § 1. Tegen een personeelslid kan een tuchtprocedure worden ingesteld indien vastgesteld wordt dat:

- 1° het personeelslid opzettelijk een melding van een vervalste en niet met de werkelijkheid strokende veronderstelde integriteitsschending heeft gedaan;
- 2° het personeelslid dat werd betrokken bij het onderzoek opzettelijk valse, niet met de realiteit strokende of onvolledige informatie ter beschikking van de onderzoekers heeft gesteld;

3° het personeelslid opzettelijk heeft gehandeld of beslissingen heeft genomen met als enig oogmerk een melding te belemmeren of het onderzoek te verhinderen, te bemoeilijken en/of te beëindigen of iemand daartoe aan te zetten;

4° het personeelslid heeft verzaakt aan zijn plicht om de vertrouwelijkheid van de identiteit van de auteur van de melding te vrijwaren;

5° het personeelslid een poging tot, bedreiging met of vorm van represailles heeft ondernomen tegen de auteur van de melding of een persoon beschermd overeenkomstig artikel 15/1, § 1;

6° het personeelslid onrechtmatige procedures heeft aangespannen tegen de auteur van de melding of een persoon beschermd overeenkomstig artikel 15/1, § 1.

§ 2. Met een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met een geldboete van 600 tot 6.000 euro of met één van die straffen alleen wordt gestraft de Brusselse overheidsinstelling, de leden van haar personeel, alsook elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die:

a) de melding belemmert of tracht te belemmeren;

b) represailles neemt tegen de in artikel 15/1, § 1, bedoelde personen;

c) onrechtmatige procedures inleidt tegen de in artikel 15/1, § 1, bedoelde personen;

d) inbreuk pleegt op de in artikel 15, § 5, bedoelde verplichting tot geheimhouding van de identiteit van de melders.

Onverminderd andere maatregelen waarin dit gezamenlijk decreet en ordonnantie of andere wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen voorzien, worden auteurs van meldingen overeenkomstig de artikelen 443 tot en met 450 van het Strafwetboek gestraft wanneer wordt vastgesteld dat zij bewust valse informatie hebben gemeld of openbaar hebben gemaakt.

Personen die schade lijden als gevolg van dergelijke meldingen of openbaarmakingen hebben overeenkomstig de contractuele of buitencontractuele aansprakelijkheid recht op schadevergoedingsmaatregelen.

§ 3. Wanneer personeelsleden informatie over een veronderstelde integriteitsschending melden, worden zij niet geacht een inbreuk te hebben gepleegd op hun discretieplicht of enige andere beperking op de openbaarmaking van informatie, en kunnen zij op generlei wijze aansprakelijk worden gesteld met betrekking tot die melding, mits zij redelijke gronden hadden om aan te nemen dat de melding noodzakelijk was om een veronderstelde integriteitsschending te onthullen.

De auteurs van de melding kunnen niet aansprakelijk worden gesteld voor de verwerving van of de toegang tot de informatie die wordt gemeld, tenzij die verwerving of die toegang op zichzelf een strafbaar feit vormde."

Art. 7. In hetzelfde gezamenlijk decreet en ordonnantie wordt een artikel 15/3 ingevoegd dat als volgt luidt:

"Art. 15/3. § 1. De in artikel 2, 1°, bedoelde instellingen en het meldpunt voor veronderstelde integriteitsschendingen houden een register bij van alle ontvangen meldingen, dat enkel toegankelijk is voor de gemachtigde personeelsleden die bevoegd zijn voor de ontvangst of de follow-up van meldingen. De termijn voor het archiveren van de meldingen bedraagt tien jaar na het einde van de meldingsprocedure.

§ 2. Wanneer voor het melden, met instemming van de auteur van de melding, een telefoonlijn met gespreksopname of een ander spraakberichtsysteem met gespreksopname wordt gebruikt, hebben de in artikel 2, 1°, bedoelde instellingen en het meldpunt voor veronderstelde integriteitsschendingen het recht om de mondelinge melding te registreren op een van de volgende wijzen:

1° door het maken van een opname van het gesprek in een duurzame, opvraagbare vorm;

2° door een volledige en nauwkeurige schriftelijke weergave van het gesprek, opgesteld door het voor het behandelen van de melding verantwoordelijke personeelslid.

De in artikel 2, 1°, bedoelde instellingen en het meldpunt voor veronderstelde integriteitsschendingen bieden de auteur van de melding de mogelijkheid om de schriftelijke weergave van het telefoongesprek te controleren, te corrigeren en voor akkoord te tekenen.

§ 3. Indien voor de melding een telefoonlijn zonder gespreksopname of een ander spraakberichtsysteem zonder gespreksopname wordt gebruikt, hebben de in artikel 2, 1°, bedoelde instellingen en het meldpunt voor veronderstelde integriteitsschendingen het recht om de mondelinge melding te registreren in de vorm van een nauwkeurig verslag van het gesprek, opgesteld door het voor het behandelen van de melding verantwoordelijke personeelslid. De in artikel 2, 1°, bedoelde instellingen en het meldpunt voor veronderstelde integriteitsschendingen bieden de auteur van de melding de mogelijkheid om het verslag van het gesprek te controleren, te corrigeren en voor akkoord te tekenen.

§ 4. Indien de auteur van een melding verzoekt om een onderhoud met de personen die verantwoordelijk zijn voor de ontvangst van de melding bij de in artikel 2, 1°, bedoelde instellingen of bij het meldpunt voor veronderstelde integriteitsschendingen, zorgen deze ervoor, mits de auteur van een melding daarmee instemt, dat er een volledig en nauwkeurig verslag van het onderhoud wordt bijgehouden in een duurzame en opvraagbare vorm.

De in artikel 2, 1°, bedoelde instellingen en het meldpunt voor veronderstelde integriteitsschendingen hebben het recht om het onderhoud te registreren op een van de volgende wijzen:

1° door het maken van een opname van het gesprek in een duurzame, opvraagbare vorm;

2° door een nauwkeurig verslag van het onderhoud, opgesteld door de voor het behandelen van de melding verantwoordelijke personeelsleden.

De in artikel 2, 1°, bedoelde instellingen en het meldpunt voor veronderstelde integriteitsschendingen bieden de auteur van de melding de mogelijkheid om de schriftelijke weergave van het verslag van het onderhoud te controleren, te corrigeren en voor akkoord te tekenen."

Art. 8. In hetzelfde gezamenlijk decreet en ordonnantie wordt een artikel 15/4 ingevoegd dat als volgt luidt:

"Art. 15/4. § 1. De in artikel 2, 1°, bedoelde instellingen en de Brusselse ombudsdienst publiceren op een afzonderlijke, gemakkelijk herkenbare en toegankelijke pagina van hun respectieve website ten minste de volgende informatie:

1° de voorwaarden om de bescherming van de Brusselse ombudsman te genieten;

2° de contactgegevens van het meldpunt voor veronderstelde integriteitsschendingen, in het bijzonder de elektronische adressen en postadressen en de telefoonnummers waarop hij bereikbaar is, met de vermelding of de telefoongesprekken worden opgenomen;

3° de procedures die van toepassing zijn op de melding van veronderstelde integriteitsschendingen, met inbegrip van de eventuele verzoeken aan de auteur van de melding om de gemelde informatie te verduidelijken of om nadere informatie te verstrekken, de termijn voor het geven van feedback alsmede het soort feedback en de inhoud ervan;

4° de geheimhoudingsregels die van toepassing zijn op de meldingen, in het bijzonder de informatie over de verwerking van persoonsgegevens;

5° de aard van de follow-up waarvoor met betrekking tot de meldingen wordt gezorgd;

6° de beroepsmogelijkheden en procedures betreffende de bescherming tegen represailles en de mogelijkheid om vertrouwelijke adviezen te krijgen voor wie overweegt tot een melding over te gaan;

7° een bericht met een duidelijke toelichting van de voorwaarden waaronder auteurs van meldingen worden beschermd tegen het invoeren van hun aansprakelijkheid in geval van een inbreuk op de vertrouwelijkheidsregels overeenkomstig artikel 15/2, § 2.

§ 2. De in artikel 15/1, § 1, bedoelde personen genieten, naargelang het geval, ondersteunende maatregelen en met name:

1° volledige en onafhankelijke informatie en adviezen, die gemakkelijk en kosteloos toegankelijk zijn voor het publiek, over de beschikbare procedures en beroepsmogelijkheden, over bescherming tegen represailles, alsmede over de rechten van de betrokkene, met inbegrip van diens rechten op het vlak van bescherming van persoonsgegevens; de auteur van de melding moet bovendien worden geïnformeerd dat hij de beschermingsmaatregelen waarin deze wet voorziet kan genieten;

2° technisch advies ten aanzien van elke autoriteit die betrokken is bij de bescherming van de melder;

3° rechtsbijstand in grensoverschrijdende strafrechtelijke en burgerlijke procedures overeenkomstig Richtlijn (EU) 2016/1919 en Richtlijn 2008/52/EG van het Europees Parlement en de Raad en rechtsbijstand in andere procedures alsook juridisch advies of andere juridische bijstand, overeenkomstig de bepalingen betreffende de juridische tweedelijfsbijstand en de rechtsbijstand."

Art. 9. In hetzelfde gezamenlijk decreet en ordonnantie wordt een artikel 15/5 ingevoegd dat als volgt luidt:

"Art. 15/5. Artikelen 15 tot en met 15/4 zijn van toepassing op de personeelsleden van de parlementaire assemblees, met uitzondering van:

- artikel 15, § 1, vierde lid;
- artikel 15, § 2, eerste en tweede lid;
- artikel 15/1, § 7.

Voor de toepassing van dit artikel wordt in de in het eerste lid bedoelde bepalingen "parlementaire assemblees" gelezen in plaats van "de in artikel 2, 1°, bedoelde instellingen".

Voor deze instellingen dient men te verstaan onder "veronderstelde integriteitsschending": een handeling of nalatigheid die onrechtmatig is of die het doel of de toepassing van alle rechtstreeks toepasselijke Europese bepalingen, alsmede wetten, ordonnanties, decreten, besluiten en de daarop toepasselijke reglementen ondermijnt, en een bedreiging vormt voor het algemeen belang of een schending daarop vormt.

De parlementaire assemblees zijn verantwoordelijk voor het aanmoedigen van het melden via interne meldingskanalen vóór het melden via externe meldingskanalen, wanneer de schending effectief intern kan worden verholpen en de auteur van de melding meent dat er geen risico is op represailles.

De parlementaire assemblees bepalen de voorwaarden voor de oprichting, de organisatie en de werking van de interne component van het systeem voor de melding van veronderstelde integriteitsschendingen, elke assemblee voor de eigen diensten.

Ze bepalen inzonderheid de voorwaarden voor de mededeling, de behandeling en het onderzoek na een interne melding, alsook de voorwaarden betreffende de aansprakelijkheden, de bevoegdheden, de rollen, de functies en de selectie van de interne component van het systeem voor de melding van veronderstelde integriteitsschendingen.

De parlementaire assemblees bepalen, elk voor zich, de beschermingsmaatregelen die ten minste de in artikel 15/1 voorgeschreven maatregelen omvatten."

Art. 10. Artikel 16, eerste lid, van hetzelfde gezamenlijk decreet en ordonnantie wordt aangevuld met de volgende bepaling:

"Het activiteitenverslag van de ombudsman moet ten minste eenmaal om de drie jaar een beoordeling bevatten van de interne en externe meldingsprocedures, op basis van de informatie die is verzameld bij de personen die belast zijn met het ontvangen en opvolgen van de meldingen."

Art. 11. Dit gezamenlijk decreet en ordonnantie treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 mei 2023.

De Minister-voorzitster van het College,
bevoegd voor Gezondheidsbevordering, Gezin, Begroting en Openbaar Ambt,
B. TRACHTE